

# Le Canada durcit le ton avec les demandeurs d'asile

Face à l'afflux d'Haïtiens quittant les Etats-Unis, Justin Trudeau revient en partie sur sa politique d'ouverture

MONTRÉAL - correspondance

**U**n Tweet de trop pour Justin Trudeau? Son « Bienvenue au Canada » de l'hiver 2016, adressé notamment aux milliers d'Haïtiens vivant aux Etats-Unis et craignant d'être expulsés en janvier 2018, a été suivi cet été de plusieurs déclarations confortant la belle image d'ouverture du Canada. Son flamboyant premier ministre a néanmoins dû rectifier le tir récemment devant l'ampleur des entrées irrégulières aux frontières et des réactions qu'elles ont suscitées.

Le message a radicalement changé pour un avertissement clair aux demandeurs d'asile: si vous venez, ce sera à vos risques et périls, sans passe-droit. Et il porte: au poste-frontière de Saint-Bernard-de-Lacolle (Québec), où la police emmène ces migrants irréguliers, « on observe aujourd'hui une forte baisse de leur nombre. Ils sont 50 à 100 par jour », soit cinq fois moins que début août, note Jacqueline Roby, porte-parole au Québec de l'Agence des services frontaliers du Canada.

**Policiers et douaniers débordés**  
Depuis juin, quelque 8 000 Haïtiens, venus surtout des régions de Miami et New York, mais aussi du Brésil et directement d'Haïti, ont ainsi franchi la frontière canado-américaine et réclamé l'asile. Le chemin Roxham, au sud-est du Québec, est la voie royale de ces

migrants qualifiés d'irréguliers. A un poste-frontière, ils seraient refoulés, en vertu d'une entente sur les « tiers pays sûrs », qui exige le dépôt d'une demande d'asile dans le premier pays d'accueil, soit les Etats-Unis.

L'administration Trump menace de retirer, le 22 janvier prochain, à 58 000 Haïtiens le statut de protection temporaire qu'ils ont depuis le tremblement de terre de 2010. Sous la houlette de John Kelly, actuel chef de cabinet de Donald Trump, le Département de la sécurité intérieure les avait invités en mai à « se préparer pour leur départ » en cas de non-renouvellement du programme. L'avertissement a été réitéré fin juillet, entraînant un nouvel afflux vers le Canada.

Le 17 août, la police canadienne calculait avoir intercepté, en deux semaines, 3 800 personnes entrées « irrégulièrement » par voie terrestre, dont 85 % d'Haïtiens. La situation devenait intenable. Policiers et douaniers débordés, centres d'hébergement temporaires pleins à Montréal: l'armée canadienne était appelée en renfort pour monter des campements provisoires à Saint-Bernard-de-Lacolle, et l'Ontario voisin était sollicité pour ouvrir des centres d'hébergement.

La grogne était montée d'un cran dans les rangs de l'opposition, à Ottawa comme à Québec, tandis que les sondages révélaient qu'après une vague de sympathie, la population s'inquiétait que cette arrivée massive coûte

cher et rende le pays « moins sûr ». Ottawa a pris le taureau par les cornes, annonçant des mesures pour mieux gérer une situation que le ministre canadien des transports, Marc Garneau, qualifiait de « hors de l'ordinaire mais sous contrôle ».

**« Pas de passe-droit »**

Il venait de prendre la tête, à la demande de M. Trudeau, d'un groupe de travail intergouvernemental, avec les trois ministres de

l'immigration canadien, québécois et ontarien, pour superviser l'accueil des migrants, l'organisation de leur séjour et la distribution d'aides d'urgence. Le Canada s'apprête aussi à leur offrir des permis de travail temporaires.

Va pour « la société ouverte et accueillante » qu'est le Canada aux yeux de M. Trudeau, mais « notre tâche première est de protéger nos citoyens », ajoutait-il, le 23 août, sur son compte Twitter. Le Canada est « un pays de lois, avec un système d'immigration dont les règles sont claires et qui seront appliquées. Vous ne serez pas avantagé si vous choisissez d'entrer au Canada de façon irrégulière », a-t-il prévenu. Et, faute de pouvoir prouver qu'on risque pour sa sécurité en Haïti, l'asile sera refusé, ce qui fut le cas pour la moitié des demandes d'Haïtiens en 2016.

Pour enfoncer le clou auprès des Haïtiens encore aux Etats-Unis, mais aussi de ceux qui seraient tentés de leur emboîter le pas, originaires surtout du Salvador, du Nicaragua et du Honduras, aussi sous statut américain de protection temporaire, les treize consulats du Canada sont mis à contribution depuis quelques jours.

Emmanuel Dubourg, député libéral d'origine haïtienne, a également été envoyé en mission, fin août, à Miami. A son retour, le 1<sup>er</sup> septembre, l'élus résumait ainsi sa visite: « La mission a été fructueuse; j'ai rencontré de nombreux responsables d'organismes haïtiens, donné des entrevues en créole, y compris à des radios

**Après une vague de sympathie, la population s'inquiète que cette arrivée**

**massive coûte cher et rende le pays « moins sûr »**

*émettant en Haïti. Je leur ai dit: "Ne prenez pas de décision à la légère, en vendant tout, en quittant un emploi, en laissant une incertitude pour une autre." Parce qu'ils n'auront pas de passe-droit au Canada en franchissant illégalement la frontière.* Le risque est grand en effet d'un refus aux demandes d'asile, avec obligation de quitter le Canada dans les trente jours, faute de quoi, la déportation vers Haïti sera la règle.

Elisabeth Vallet, directrice de l'Observatoire de géopolitique de

l'université du Québec à Montréal, relativise tout de même la « crise » actuelle, le Canada n'en étant pas à sa première vague d'immigration irrégulière. « Les acteurs politiques, canadiens et québécois, ont beaucoup théâtralisé ce qui se passe à la frontière et à Montréal. Ce faisant, ils jouent aux apprentis sorciers. » Cela encourage les critiques les plus virulentes, et masque le fait, selon elle, que la concentration des douaniers et policiers à un seul point d'entrée laisse la voie libre ailleurs à des trafiquants, potentiellement bien plus dangereux.

Son inquiétude de fond: que M. Trudeau rate l'occasion de « prendre le leadership d'une réflexion internationale visant à mettre en place des structures de pacification » dans des pays où l'atmosphère d'insécurité est alarmante. Les migrations de masse ne font que commencer, insiste-t-elle, et ce serait l'un des moyens de les désamorcer. ■

ANNE PÉLOUAS